

Sur le terrorisme

Sans exclure que l'on puisse en trouver des prodromes anciens, on partira de l'idée que le terrorisme est une forme d'action rendue possible par la conjonction de quelques traits spécifiques de la modernité. Suivant divers analystes du sujet dont nous retrouverons les thèses au passage, nous retiendrons comme une première de ses caractéristiques qu'il s'agit d'un mode d'agression indirect. On s'en prend à un objectif qui n'est pas le combattant ennemi. Cette idée est probablement juste : et l'on songe d'abord à la prise d'otage, telle qu'on la vit se développer spectaculairement dans les années soixante-dix, et qui était différente en nature du concept d'*otage* dans l'antiquité et dans les temps modernes, et différente aussi de la pratique plus récente des nazis dans les pays qu'ils occupaient pendant la seconde guerre mondiale : et c'est alors aussi qu'on se remit, par exemple en France, à parler de *terrorisme*, après une accalmie de quelques dizaines d'années depuis les soubresauts de la décolonisation.

La notion d'otage étant une des plus anciennes de l'histoire de la guerre, les actions des premiers détourneurs d'avions ne feraient pas du terrorisme une innovation du vingtième siècle. On voit bien en revanche en quoi se rattacheraient facilement au concept d'une part les bombardements anti-cités de la seconde guerre mondiale, et d'autre part les attentats aveugles de l'OAS et des nombreux mouvements dits *de libération nationale* qui firent suite et auxquels la propagande des gouvernements vainqueurs de la séquence cherche à réserver ce label. Il s'agit en effet bien, dans un cas comme dans l'autre, de conduire un gouvernement à capituler alors même qu'il se trouve peut-être en position de force sur le terrain strictement militaire.

Mais quel rapport y-a-t-il entre terrorisme militaire et terrorisme politique? Entre terrorisme subversif et terrorisme étatique ? Chercher un tel rapport sent déjà le soufre, et pourtant un auteur aussi respecté qu'Hannah Arendt – quoique *respecté* ne signifie pas *lu* ni *compris* - fait partie des quelques auteurs qui suivent cette piste. Et c'est bien légitimement qu'elle développe une vision politique du sujet puisque cette dimension fut affichée par les conventionnels français lorsqu'ils mirent *'la Terreur à l'ordre du jour'*.

Hannah Arendt présente comme un comportement spécifique du totalitarisme la terreur permanente et indéfinie exercée par un pouvoir par des méthodes policières, de façon apparemment gratuite puisqu'elle s'exerce sur une population déjà soumise. Hannah Arendt a raison de faire de la terreur un attribut possible du pouvoir. Elle nous rappelle que *'Terreur'* est dès l'origine un concept politique avant que d'être militaire. Elle a tort à mon avis de ne pas du tout prendre en considération la terreur politico-militaire dans son usage par le camp démocratique : mais cela résulte inévitablement de sa position de penseur organique du monde atlantique dans le contexte de la *Guerre Froide*.

Par ailleurs, Hannah Arendt ne fait pas la synthèse avec le terrorisme individuel au sens où il s'est imposé au dix-neuvième siècle, et où il n'a jamais cessé d'être utilisé, au point de recouvrir l'autre. Elle ne nous dit pas comment elle rassemble sous un même terme les actes d'un Staline, d'un Prinzip, d'un Fabien, d'un Ravachol, d'un Baader, d'un Rouillan, voire d'un Bonnot ou d'un Mesrine, qu'il faudrait pour bien faire rassembler aussi avec certaines décisions militaires des grands chefs démocratiques aussi bien que fascistes du vingtième siècle. Ou bien s'il ne faut pas du tout le faire. Ou bien s'il y a des distinctions à faire, et où mettre les limites.

De Ravachol à Harry Truman : ce n'est pas non plus à ce genre de grand écart que pense Peter Sloterdijk lorsque, partant dans une toute autre direction il donne pour exemple paradigmatique du terrorisme l'introduction des gaz de combat au cours de la Première Guerre mondiale. Les gaz furent employés, en effet, sur des combattants, et dans le but de faciliter la percée : c'est à dire dans un but tactique au sens traditionnel. Le caractère indirect consiste pour Peter Sloterdijk en ceci que l'arme ne s'en prend pas directement au corps du soldat ennemi, mais à son environnement : l'air qui est nécessaire à sa respiration. Peter Sloterdijk appelle cela terrorisme parce qu'il ne voit pas l'essence du terrorisme dans sa nature psychologique de menace, mais dans le caractère massif des destructions de vies. De ce fait, toute extermination de masse relève pour lui du terrorisme, et le rapport entre totalitarisme et terrorisme va de soi, quoiqu'il soit en quelque sorte inversé : le totalitarisme, qui est le fait moderne d'un contrôle politique total sur l'environnement, rend possible le terrorisme qui est une agression contre ce contrôle, ou son utilisation à des fins hostiles. Dans cette conception, la terreur n'est pas un moyen du pouvoir totalitaire, mais c'est le pouvoir totalitaire, qui est la forme spontanée de la politique dans les conditions modernes de maîtrise technique de l'environnement, qui rend

possible et donc nécessaire le passage de la guerre à une forme terroriste. Selon Peter Sloterdijk, si la modernité c'est le meurtre de masse, c'est parce que l'homme moderne ne survit que grâce à des dispositifs artificiels gérés collectivement et à grande échelle. Il suffit que la gestion de la société, tombée entre des mains maléfiques, change d'intention pour que la survie gérée sur un mode technocratique d'une population dominée et asservie se change en extermination contrôlée.

A cette vision de la menace terroriste, et sans du tout nier la réalité de la situation nouvelle dans laquelle se trouve placée l'humanité que décrit Peter Sloterdijk, on peut opposer deux contre-exemples tendant à une autre définition du concept de terrorisme. Hiroshima tout d'abord, qui ne résulte pas de la politique totalitaire, et dont le caractère indirect ne consiste pas à s'en prendre à son environnement pour exterminer une population, mais à une population pour intimider des pouvoirs. L'extermination des Juifs et autres minorités par les nazis, ensuite, qui, quoique prenant à l'occasion les voies de la suffocation contrôlée, n'en tire pourtant pas son caractère spécifique. Les chambres à gaz des années 42-45 sont mises en relation par Peter Sloterdijk avec l'utilisation des gaz de combat pendant la première guerre mondiale : et il est exact qu'il y a continuité technique et gestionnaire entre les deux pratiques. Mais il y a continuité aussi avec les pratiques pénales américaines. Et il y a discontinuité en revanche avec ce que l'on a appelé la *'Shoah par balles'*, qui relève pourtant de la même intention politique de la part du même régime. Ceci montre bien que la mise en avant des moyens techniques ne permet pas d'identifier ce qui est terreur totalitaire et ce qui ne l'est pas. En réalité, ni les chambres à gaz, ni les gaz de combat ne relèvent de la terreur recherchée pour elle-même, puisqu'il s'agissait dans le premier cas d'obtenir la percée sur le front -et non pas une capitulation immédiate sous l'effet de la panique des

gouvernements- et, dans le second cas, de l'extermination directe d'une population visée en tant que telle, sans esprit d'action indirecte et secondaire sur qui que ce soit.

Ce n'est ni l'outil ni la cible qui fait le terrorisme. Pour ce qui est des gaz, une utilisation terroriste des mêmes outils aurait été parfaitement imaginable. Par exemple, on aurait pu imaginer que les nazis aient menacé les Anglo-Américains de liquider les Juifs *au cas où* ils ne renonceraient pas à bombarder l'Allemagne. On aurait alors pu parler de terrorisme, en raison de l'élément de chantage : mais ils les liquidaient en secret au contraire, et donc en désamorçant l'effet potentiel de terreur et la possibilité d'un chantage. Et partout, en particulier dans l'Est européen, même s'ils inspiraient la terreur, c'était plutôt malgré eux, puisque tout leur effort consistait à dissimuler les plus terribles de leurs exactions. C'était pour eux une condition de l'efficacité que de liquider leurs victimes par euthanasie et en évitant de les affoler à l'avance. Rien n'est plus éloigné de ce qu'il faut appeler terrorisme, car la loi du terrorisme consiste à donner le plus de publicité possible à ses actions, à en grossir l'horreur le plus possible et à promettre toujours pire, pour que le résultat aille aussi loin que possible au-delà des moyens effectivement déployés et des dommages effectivement provoqués. Il en résulte qu'un terrorisme clandestin est une contradiction dans les termes.

Peter Sloterdijk définit le terrorisme comme agression indirecte. Mais d'un type spécial : il part de la guerre des gaz inaugurée à Ypres pendant la première guerre mondiale. Le caractère indirect consiste donc pour lui en cela que l'on détruit l'ennemi, ou que l'on se donne un avantage tactique, en s'en prenant à son environnement. En l'occurrence, la guerre des gaz est donc une explicitation, un dévoilement dirait Heidegger, du besoin de

respirer et donc du fait que nous vivons dans une bulle atmosphérique : chose dont nous pouvions jusqu'alors rester inconscients.

Ce qui est intéressant dans son analyse, c'est qu'en prenant la guerre des gaz comme point de départ et comme exemple paradigmatique du terrorisme, Peter Sloterdijk va à l'encontre de certains points de vue habituels qui bloquent la réflexion. Tout d'abord, il fait du terrorisme une pratique étatique plutôt qu'anti-étatique : et sur ce point on peut lui donner raison de rompre l'association d'idée automatique entre terrorisme et subversion que les pouvoirs en place tendent à accréditer. Evidemment, le terrorisme peut aussi être anti-étatique : mais il ne l'est pas par nature. En réalité, étant de l'ordre des moyens, il peut aussi bien servir à quiconque est en mesure de s'en saisir : Etat, faction, secte, individu isolé... Le seul facteur de différenciation dans la fréquence et la gravité du recours aux moyens terroristes est la capacité effective pour les organisations, en raison de leurs ressources, d'accéder aux outils. A ce jour, par exemple, aucune organisation non étatique ne s'est trouvée en mesure de fonder un chantage sur l'arme nucléaire, alors que les Etats le font régulièrement, et même de façon permanente lorsque leur doctrine militaire, comme c'est le cas pour la France, repose sur la dissuasion nucléaire. Il s'agit alors d'un terrorisme suspendu, d'un type très particulier, mais dont l'essence terroriste ne fait pourtant aucun doute. Le langage tenu étant bien le typique : « nous pouvons vous faire plus de mal que nous ne vous avons encore fait, et davantage peut-être que vous ne voudrez supporter ». Tout ceci ne résulte que de limites contingentes, et il ne s'agit pas de poser en principe que les acteurs violents infra-étatiques soient plus retenus que les Etats mais c'est un bon exemple du fait plus général que le terrorisme est par nature plus accessible aux Etats qu'aux mouvements subversifs.

Autre point de vue original, Peter Sloterdijk prend comme fondamental le caractère indirect de l'agression terroriste : et là encore, cela met en avant le terrorisme étatique comme central. L'agression environnementale que Peter Sloterdijk considère comme typiquement terroriste fait penser aux théories anti-insurrectionnelles des années 60-70 qui, en réponse à la maxime maoïste selon laquelle 'le révolutionnaire doit être au sein du peuple comme le poisson dans l'eau' , préconisèrent de 'vider le bocal pour tuer le poisson' , c'est à dire en pratique d'exterminer les paysanneries du tiers-monde pour en finir avec les guerillas anti-capitalistes. On peut considérer que l'action terroriste par excellence selon Peter Sloterdijk, fut l'usage des défoliants par l'aviation américaine pendant la guerre du Vietnam. Ceci nous conduit loin des stéréotypes habituels, mais à mon avis sur une fausse route, car sans approuver ces méthodes, qui consistaient à éliminer ou déplacer les populations paysannes, ou à rendre le territoire inapte à héberger, nourrir ou cacher les forces ennemies, on peut leur dénier une essence terroriste pure. Terroristes elles ne l'auraient été à mon sens que si elles avaient eu pour but ou pour effet, par exemple, de détourner les paysans de toute aide aux combattants : il faut pour que l'on parle de terrorisme que la cible soit un psychisme, et l'effet une manipulation du comportement. Mais dans la mesure où les campagnes écocidaires américaines étaient appliquées systématiquement sur les territoires susceptibles d'opérations militaires, et sans tenir compte du comportement effectif des populations qui en étaient victimes, il s'agissait d'actions de guerre certes indirectes, mais non pas terroristes, comparables plutôt aux bombardements stratégiques de la seconde guerre mondiale lorsqu'ils s'en prenaient au tissu industriel ou aux populations ouvrières en tant que productrices d'armement.

En réalité, le terrorisme peut être plus ou moins indirect. Son essence est de dire à l'adversaire : *'nous pouvons vous rendre la vie impossible'*, et de provoquer une reddition, ou au moins une inflexion politique sous la menace d'actions ultérieures identiques ou encore plus douloureuses. Mais ce but peut être atteint en s'en prenant à toutes sortes de cibles, dont très directement les élites ennemies : la gamme va des populations les plus innocentes et les plus impuissantes dans le conflit, comme la bombe d'Hiroshima, où la cible fut une ville choisie à peu près arbitrairement, jusqu'aux bombardements ciblés sur Tripoli par l'aviation américaine ou sur Tunis par l'aviation israélienne. Dans ce cas, la finalité ostensible, mais non poursuivie jusqu'à l'effet, consistait à éliminer personnellement les chefs ennemis ou des membres de leur entourage. Il s'agissait en l'occurrence de Khadaffi et d'Arafat respectivement, dont des familiers furent tués et qui purent au moins craindre pour leur propre existence. L'élément terroriste provient du fait que dans un cas comme dans l'autre les dégâts ne sont ni tactiquement, ni stratégiquement, ni même logistiquement pertinents. On était dans le domaine de la pure intimidation. Il provient aussi, plus subtilement, du fait qu'en réalité il s'agissait plutôt que de les tuer de leur montrer qu'on était capable de le faire. Winston Churchill avait bien senti la chose, et il avait trouvé la formulation adéquate après l'un des premiers grand bombardements de terreur réussis par la Royal Air Force. C'était le raid sur Cologne du 30 mai 1942 : « *This proof of the growing power of the British Bomber Force is also the herald of what Germany will receive, city by city, from now on* ». L'essentiel était que les Allemands sachent que s'ils persistaient dans la guerre, il leur faudrait vivre avec la répétition indéfinie et toujours aggravée des mêmes désastres. La véritable essence du terrorisme ne consiste pas en son caractère indirect mais, comme le nom l'indique, en son caractère psychologique de menace pour l'avenir. Ici, c'est

le mot '*proof*' qui est révélateur. On *démontre* à l'ennemi ce qui l'attend s'il ne veut pas céder.

Une autre fausse piste consiste à croire en une corrélation nécessaire entre terrorisme et extermination : or s'il est bien clair que la menace terroriste gagne en efficacité en raison du nombre des victimes potentielles dont elle se targue, ce n'est pas le franchissement d'un seuil numérique qui la constitue comme telle, mais, encore une fois, sa nature de menace. Une menace, même dérisoire, est de nature terroriste, et à l'inverse, pour prendre un exemple extrême, les persécutions raciales, les massacres de prisonniers et les exterminations des populations civiles occupées par le nazisme, en dépit de leur ampleur et de la terreur qu'elles inspiraient de fait, n'étaient pas de nature terroriste parce que les nazis n'entendaient faire aucun usage de cette terreur, et cherchaient plutôt à la contrôler, en particulier en maintenant leurs exactions secrètes autant qu'ils le pouvaient. Hitler et Staline rivalisèrent de déni lorsque fut découvert le charnier de Katyn, alors qu'ils l'auraient tous deux revendiqué s'ils avaient pensé que cette horreur était de nature à décourager l'ennemi plutôt qu'à le galvaniser.

En réalité, il est contradictoire de faire du totalitarisme un système fondamentalement terroriste et en même temps de lui attribuer un projet fondamentalement exterminateur. Le terrorisme est un chantage renvoyant à un but ultime de celui qui l'exerce, et qui se présente en même temps comme une alternative plus acceptable pour la victime qui fait l'objet du chantage. Qui tue inconditionnellement ne profère pas de menaces et n'a pas d'usage particulier pour la peur qu'il inspire à ses victimes. La menace terroriste doit ouvrir sur une négociation : '*nous allons vous rendre la vie impossible à moins que...*'. Telle est la forme canonique du discours terroriste, dont on voit bien qu'il s'agit d'un discours politique affichant

d'une part une capacité de nuire à l'interlocuteur, mais révélant en même temps une préférence pour l'alternative. On voit donc bien en quoi le terrorisme, qui n'est qu'une forme particulière de chantage, se rattache à une forme d'interaction banale dans la vie sociale aussi bien que dans les relations internationales. Et ce que l'on ne voit pas du tout, c'est en quoi il serait plus particulièrement le discours du pouvoir totalitaire tel que le définit la *démocratie*. En réalité, le terrorisme est fondamentalement négociateur, et c'est pourquoi les peuples commerçants le comprennent sans difficulté.

Terrorisme et totalitarisme sont les deux noms qui chez nous évoquent la violence et l'injustice afin de susciter une répulsion instinctive, et que l'on associe pour faire comme en négatif l'éloge de la démocratie. Nous en faisons un usage qui relève de la propagande. Les dictatures nazie, bolchévique, le Kampuchéa démocratique, sont ainsi qualifiés de régimes terroriste : et c'est en effet la violence des moyens dont ils usaient qui provoquait leur rejet. C'était elle qui incitait les peuples à voter avec leurs pieds en s'enfuyant des régions où ils sévissaient, ou à accueillir avec faveur l'envahisseur qui se présentait, comme firent certains Ukrainiens lassés des méthodes bolchéviques lorsqu'ils furent confrontés aux armées nazies pendant l'été 41. Pour autant, toute violence n'est pas nécessairement terroriste. Si un terme particulier mérite d'être retenu et utilisé, c'est pour qualifier un usage spécifique de la violence, dont il importe de définir le contour.

Dans la propagande démocratique, le terrorisme est toute forme de violence qui s'exerce contre la démocratie, ou qui est exercée par des régimes ouvertement hostiles à la démocratie. Nous l'avons vu, si l'on demande en quoi la démocratie est différente des autres modalités du pouvoir, le plus habituel est d'opposer sa douceur à la brutalité totalitaire. A la seule

condition de ne pas regarder aux méthodes concrètes, mais seulement aux cibles, et d'appeler terroriste toute violence exercée contre un pays du monde riche, tout tombe donc parfaitement juste : *le contraire de la démocratie c'est à la fois le terrorisme et le totalitarisme parce que terrorisme et totalitarisme sont au fond une seule et même chose*. Telle est la thèse centrale de la propagande atlantiste.

Cette ligne de propagande a des lettres de noblesse. Clemenceau déjà prétendait que, dans la guerre de 1914-1918, la France défendait non simplement sa peau contre les tentatives de domination germaniques, mais la '*Civilisation*'. Et certes les Allemands avaient déjà à cette époque pris une longueur d'avance dans le recours à des moyens guerriers nouveaux tels que les gaz et les bombardements de civils. Mais cela ne signifiait pas, on l'avait vu dans l'histoire de l'Europe, et tout récemment dans les entreprises coloniales françaises, anglaises, espagnoles, belges, portugaises, néerlandaises, américaines, japonaises.... et je suis presque certain d'en oublier, que de grandes et vieilles civilisations étaient tout à fait capables de se comporter de façon parfaitement barbare.

La propagande était donc mal fondée, mais elle était habile dans sa dialectique. Appeler '*totalitarisme*' le système qui recourt à la terreur contre les démocraties exclut naturellement que la démocratie elle-même use de moyens terroristes : mais c'est justement ce qu'il s'agirait de démontrer. En attendant, l'accusation de '*terrorisme*' appliquée systématiquement à tout ennemi de l'Occident riche a aussi peu de vraisemblance que la vieille accusation de '*barbarie*' que les Grecs adressaient aux Perses, sans être le moins du monde retenus par la sauvagerie de leurs propres pratiques.

Le chauvinisme et l'esprit partisan ont toujours beaucoup contribué à obscurcir les concepts. Il s'y ajoute que, dans la pratique quotidienne de la répression politique, le soupçon de menées, ou même simplement de pensées terroristes est si commode que les polices et les gouvernements, tous indistinctement résistent mal, pour simplifier et accélérer les procédures, à la tentation d'en voir partout.

Comme souvent le remède est dans le mal, et un trouble salutaire vient justement du fait que tous les camps recourent aux mêmes arguments et au même vocabulaire. Le terroriste, c'est le Palestinien pour Israël, le Basque pour l'Espagnol, l'Arabe dépourvu de pétrole pour les Etats-Unis, etc.. C'était aussi, il faut le rappeler, le résistant Français pour les nazis.

Il faut revenir à l'étymologie. Si l'on peut associer terrorisme et totalitarisme, c'est en pensant à la grande Terreur révolutionnaire de 1793. Le terrorisme est dans ce sens la pratique d'un pouvoir qui règne par la peur. Mais à l'inverse les pouvoirs appliquèrent bientôt le terme aux anarchistes qui s'en prenaient à eux par le moyen d'attentats individuels. Tel est le sens promu par la propagande des Etats. L'accusation de terrorisme porte donc presque exclusivement sur des groupes étrangers à tout pouvoir étatique. Dans ce sens, le terrorisme est compris comme un moyen toujours de la révolte et jamais de l'oppression.

Il peut en réalité servir aux deux. Et il peut aussi être le moyen de l'affrontement entre deux ordres aussi oppressifs l'un que l'autre. N'étant qu'une méthode, le terrorisme est sans étiquette. Il peut servir à toutes sortes de fins politiques, puisqu'il n'est qu'une façon particulière de formuler une revendication.

La seule réalité constante et essentielle du terrorisme, c'est qu'il s'agit d'un recours à la violence visant à inspirer la peur. La violence en vue d'un

effet psychologique plutôt que matériel. Le terrorisme, qui dit : "*nous avons les moyens de vous rendre la vie impossible*", est une façon de parler à l'ennemi. Et la violence qu'il exerce, aussi terrible soit-elle, doit apparaître comme un simple échantillon de ce dont il est capable. La possibilité d'une *escalade* lui est essentielle.

Les Etats voudraient bien que le terme de '*terrorisme*' s'applique exclusivement aux entreprises des amateurs qu'ils ne contrôlent pas, aussi aimeraient-ils bien que l'image que le public s'en forme prioritairement soit celle de l'action bricolée à échelle petite ou moyenne – car il faut bien aussi faire tenir dans la définition les attentats anti-américains du 11 septembre 2001 – et par un groupe limité en nombre, si possible marqué par la folie ou par quelque passion irrationnelle. Evidemment, tout celui relève de la confusion délibérée de l'analyse philosophique du sujet. Le terrorisme, comme la guerre, l'assassinat politique, la corruption internationale, le trafic des armes et des stupéfiants, l'espionnage, la subversion et la fraude fiscale, est avant tout une affaire de professionnels bien formés, bien rémunérés et strictement encadrés.

Il ne suffit pas qu'une action prenne la forme de l'attentat individuel pour qu'elle soit d'essence terroriste. Ainsi, lorsque les Américains bombardent Tripoli sans déclaration de guerre, ou les israéliens Tunis, il ne s'agit pas d'une action strictement terroriste, s'ils visent visent réellement à tuer les chefs ennemis : respectivement Khadaffi et Arafat, car alors la motivation ultime de l'action est son résultat attendu, et rien de plus. Elle l'est si, comme il est arrivé, on ne les tue pas vraiment, et si ce ratage est délibéré. C'est de la même façon que, lorsque les Américains détruisirent Tokyo pendant la seconde guerre mondiale, c'était essentiellement une façon de parler à l'empereur du Japon, car il leur aurait été également possible sans doute de détruire la résidence impériale, et de le brûler en

personne. Mais ils voulaient seulement l'impressionner. Depuis longtemps, la guerre était une façon pour les dominants de régler leurs différends avec la peau des dominés : avec la modernisation, le terrorisme est devenu la façon dont ils se parlent sans se faire de mal.

Ce que les propagandistes d'Etat nomment presque exclusivement terrorisme n'en est que marginalement. En particulier, les attentats individuels d'origine anarchiste sont plus proches d'une action militaire directe puisqu'ils s'en prennent aux tyrans eux-mêmes. Ils sont comparable à l'utilisation des tireurs d'élite sur le champ de bataille, ou aux assassinats de chefs guerilleros, de chercheurs scientifiques et de responsables religieux, politiques et syndicaux dont les services américains israéliens, bulgares se sont fait une spécialité. Ceci n'est pas exactement du terrorisme, car aucun effet politique indirect n'en est attendu, mais une diminution immédiate des capacités de l'adversaire, à proportion que les personnes éliminées sont difficilement remplaçables. L'attentat du 20 juin 1944 qui faillit régler le cas Hitler, l'attentat de Prague qui eut raison d'Heydrich, l'attentat qui coûta la vie à Darlan à Alger et les nombreux attentats anti-allemands en Europe occupée revêtaient la forme de ce que l'on nomme communément du terrorisme : mais ce n'est pas la forme, mais l'intention et le résultat qui sont pertinents.

L'affaire Darlan mérite un développement, qui permettra, au-delà de son grand intérêt spécifique, de mentionner la distinction importante entre le terrorisme vrai et les attentats individuels opérationnels dont le nom consacré est *assassinat*. On parle éventuellement d'attentat terroriste à propos de l'assassinat de Darlan, alors que ce n'en était probablement pas un. Celui qui a tué Darlan, ou plutôt ceux qui l'on fait tuer, voulaient seulement tuer Darlan pour qu'il n'existe plus. C'est un épisode intéressant en soi de la seconde guerre mondiale.

L'assassinat de l'amiral Darlan par Bonnier de la Chapelle a lieu le 24 décembre 1942 alors que Darlan, présent par hasard à Alger au moment du débarquement allié, est en passe de s'entendre avec les Américains pour devenir le maître, côté français, dans les territoires libérés de l'emprise allemande. Sans qu'il existe de preuve, il n'est pas impossible que Churchill en soit l'instigateur. Peut-être le saura-t-on un jour car tous les documents relatifs à la période n'ont pas été dé-classifiés. Dans ses mémoires, Churchill est nuancé dans son jugement global sur Darlan. Il lui reconnaît des qualités. Il lui accorde d'avoir été un grand organisateur au service de son pays en matière navale - *'A strong personality and a professional figure'* - . Il lui sait gré aussi d'avoir tenu son engagement de ne jamais laisser tomber la flotte française de Toulon aux mains des Allemands. Cependant, Churchill sait que Darlan est farouchement anti-anglais. Il a personnellement pris les décisions les plus lourdes au début de la guerre pour aider les Allemands contre les intérêts britanniques en particulier en Syrie et en Lybie. C'est aussi son intransigeance, et peut-être sa duplicité, qui ont conduit au désastre de Mers-el-Kébir. Tout ceci devrait suffire à empêcher Churchill de s'accorder avec lui. Mais les Américains ne partagent pas les raisons de Churchill. Pendant tout le début de la guerre, Darlan a été, du côté français, l'homme des Américains. C'est son renvoi par Pétain au profit de Laval, homme des Allemands, qui a motivé leur rupture diplomatique avec Vichy. Lorsque les Américains arrivent à Alger, Darlan, rompant avec Pétain, se prononce en leur faveur. Parce qu'il garde ou semble garder la plus grande influence sur le personnel militaire et administratif français, Roosevelt décide de l'accepter comme interlocuteur privilégié, de préférence à la fois à Giraud et à de Gaulle. Dans ses mémoires, Churchill affecte de comprendre cette décision. Mais il peut mentir lorsqu'il admet l'utilité potentielle de ce personnage en réalité très

discrédité en 1942 : *‘He brought to the Anglo-American allies exactly what they needed, namely, a French voice which all French officers and officials in this vast theater, now plunged in the war, would obey’* écrit Churchill, encore après la guerre. Mais peut-il être sincère ? On peut croire à son scepticisme de l’époque par rapport aux solutions alternatives, impliquant tant Giraud que de Gaulle : mais il sait comme la solution Giraud-de Gaulle, puis de Gaulle seul, a fini par s’imposer, et ne peut donc plus décrire Darlan comme un atout indispensable. Sa formulation décrit tout au plus une illusion répandue à l’époque, et à coup sûr par Roosevelt. Peut-être, par égard pour la mémoire de Roosevelt – et aussi pour égarer les soupçons – est-il opportun pour Churchill de faire l’éloge de cette ligne présidentielle, alors même qu’il l’aurait sabotée. Contradictoirement, en effet, Churchill s’empresse d’ajouter que de toutes façons Darlan était un homme fini : « *It cost him his life, but there was not much life left in him* », et il poursuit en notant que Darlan avait été incapable d’obtenir que la flotte de Toulon rallie l’Afrique du Nord. L’arrière-pensée de Churchill pourrait donc bien être que la solution Darlan n’était pas si prometteuse, et que la politique échafaudée par Roosevelt était fragile autant que cynique. L’impossibilité de faire changer Roosevelt d’avis sur Darlan aurait pu déterminer Churchill à user de moyens expéditifs. Ceci n’implique pas que Churchill ait attendu davantage de Giraud ou de de Gaulle, en dépit de ce que certains historiens unanimistes imaginent. A remarquer qu’une considération n’apparaît à aucun moment : à savoir le rôle de Darlan dans les persécutions de Vichy. Il faut semble-t-il admettre qu’elles ne comptaient pour rien dans les choix anglo-américains.

C’est l’intention et non la forme de l’action et la nature des moyens mis en oeuvre qui fait l’action terroriste : et ce qui la confirme comme telle, c’est le succès, lorsqu’un effet politique est obtenu qui va au delà des

conséquences purement matérielle. Les premières actions terroristes de grande ampleur au vingtième siècle furent les bombardements de Madrid et de Guernica parce qu'ils saisirent d'horreur une partie de l'opinion internationale, et donnèrent des idées et de l'assurance à une autre : celle qui allait donner le ton pendant une dizaine d'années. Les bombardements de Madrid et de Guernika étaient terroristes parce que les généraux espagnols en attendaient une reddition immédiate ou une décomposition politique du camp républicain. Il y a effet de terrorisme lorsqu'une armée ou un pays capitulent alors qu'ils ont encore les moyens de résister, par crainte de destructions insupportables : ainsi la Belgique en 1940, ou bien dans l'autre sens, défensivement, lorsqu'un agresseur renonce à son agression après que des dommages limités, et n'affectant pas nécessairement ses forces, lui montrent sa propre vulnérabilité : ainsi l'Espagne se retirant de la coalition contre l'Irak dans laquelle les Etats-Unis l'avaient entraînée après les attentats de Madrid.

La violence étant l'essence même de la guerre, et la guerre l'occasion de la plus grande violence, il semble logique de penser que le terrorisme lui sera intimement associé : et une question intéressante est de délimiter dans la guerre ce qui est purement opérationnel, et ce qui relève du terrorisme. Toute action militaire est de nature à inspirer la peur et à provoquer des réactions utiles à l'ennemi, comme la fuite, la soumission ou le passage à l'ennemi, et elle est donc subsidiairement terroriste, mais on ne doit parler d'action proprement terroriste que lorsque l'effet psychologique est principalement recherché.

On sait par exemple que l'usage des bombardiers en piqué Stukas pendant la campagne de France a contribué à l'effondrement de l'armée française très au delà de leur effet destructeur, parce que la panique induite par cette nouveauté, en particulier chez les civils, a ajouté à la désorganisation

générale, à l'encombrement des routes, et a diminué la mobilité et la capacité de concentration des forces franco-anglaises. On ne peut pas pour autant parler d'action terroriste, si ce n'est accessoirement, parce que cet effet était purement collatéral du point de vue des Allemands eux-mêmes, semble-t-il, puisqu'ils n'en avaient à ma connaissance pas fait la théorie et puisqu'ils n'en firent pas d'exploitation politique, ne recherchant la victoire sur la France et la capitulation de ses armées que par les moyens stratégiques habituels : l'encerclement et la destruction des forces, et la prise des villes.

Il n'est pas rare qu'une action militaire traditionnelle, dotée d'une rationalité tactique et stratégique, ait un effet terroriste annexe, comme la destruction de Rotterdam, qui impressionna si fort les gouvernants anglais et français en 1940, mais qui leur firent à terme tirer des conclusions différentes. Et inversement une action d'intention terroriste peut avoir un effet militaire traditionnel, comme lorsque le Blitz allemand à ses débuts s'en prit aux villes portuaires britanniques dans l'intention de pousser le Cabinet britannique à se débarrasser de Churchill et à ouvrir des négociations de paix, alors que le résultat effectif fut d'obliger l'Angleterre à détourner ses lignes d'approvisionnement par des voies moins commodes, mais rien de plus. Tout dépend, dans l'action terroriste, de qui l'on a en face de soi.

L'effet terroriste n'est pas maîtrisable pour celui qui le recherche. L'ennemi que l'on cherche à intimider pour le vaincre à bas coût peut aussi réagir avec une énergie ou dans un sens imprévu. L'effet considérable que le bombardement de terreur sur Rotterdam eut sur le cours de la guerre mérite qu'on s'y arrête. On sait que des images cinématographiques en furent projetées à Bordeaux lors d'une rencontre entre Winston Churchill et le gouvernement de Paul Reynaud : ce seul fait avère l'effet politique,

quoiqu'il soit intéressant de noter qu'il ne fut pas forcément à l'avantage des Allemands, puisqu'il a probablement contribué à convaincre Churchill que l'anéantissement des villes allemandes par les bombardements aériens serait la substance même de sa guerre à venir. En l'occurrence, la leçon donnée par Hitler aux Néerlandais a peut-être contribué à hâter leur capitulation de quelques heures, mais elle a surtout déterminé l'Angleterre à se préparer à l'agression allemande et à y répondre par les mêmes moyens. Au moment où l'Italie, encouragée par la débâcle française, se prépare à entrer dans la guerre (fin mai 1940), Churchill intervient, selon son propre récit, selon les lignes suivantes : *'The conversation next turned to Italy. I expressed the British view that if Italy came in we should strike at her at once in the most effective manner. Many Italians were opposed to war, and all should be made to realise its severity. I proposed that we should strike by air-bombing at the north-western industrial triangle enclosed by the three cities of Milan, Turin and Genoa.'* Ceci se passe avant qu'une seule bombe, italienne ou autre, soit tombée sur le sol britannique. Il ne s'agit donc pas de représailles. Churchill vit simplement dans son temps, et, après Guernica, Varsovie, Rotterdam, il intègre dans son raisonnement les moyens nouveaux de la politique.

La guerre aérienne britannique pendant la seconde guerre mondiale ne se comprend rationnellement que dans une perspective à très long terme, résolument politique plutôt que militaire. C'est une contradiction, car les Alliés ne se contentaient pas qu'Hitler consentît à la paix, ni même à ce que le nazisme ait disparu : ils rejetaient à l'avance toute paix négociée, même avec une autre équipe dirigeante. *Unconditional surrender* : c'est Churchill lui-même qui avait lancé l'idée. Du coup, on ne sait plus à qui la terreur veut parler. Le bombardement anti-cités, du côté anglais, s'explique initialement par des circonstances désespérées, et faute d'alternative. C'est

au début de la guerre une stratégie par défaut dont on ne sait pas si la dimension efficace sera la dimension terroriste ou la dimension militaire, et dont la rationalité est aussi politique : maintenir aux yeux du monde - et des Britanniques eux-mêmes - l'Angleterre dans une guerre qui ne soit pas purement défensive. Une chose dont Churchill est convaincu, c'est qu'il ne faut jamais, dans la guerre laisser ses forces au repos. C'est la justification qu'il donnera à son insistance pour débarquer en Italie dès la défaite de Rommel. L'Angleterre, sonnée debout par la défaite de la France, suit cette stratégie parce qu'elle n'en voit pas d'autre possible pour s'en prendre directement à l'Allemagne, et maintenir un semblant de front européen. Il ne faut pas sous-estimer, à partir de l'été 1941, le sérieux avec lequel Churchill considère les demandes de Staline pour que les Allemands soient occupés à l'Ouest. Churchill est constamment soucieux de satisfaire Staline, ou au moins de lui donner de quoi patienter : dans les premières années de guerre c'est surtout parce qu'il craint un effondrement soviétique, ou un nouveau *Brest-Litovsk*. Jusqu'en 1943, lorsqu'il fait de la prospective dans ses conversations avec Roosevelt, on voit Churchill ne jamais omettre l'hypothèse que l'Union soviétique pourrait sortir de la guerre, soit en traitant, soit en s'effondrant. Il faut donc donner quelque chose à Staline, de préférence une aide substantielle, mais en cas d'impossibilité au moins un os à ronger, en compensation pour l'absence de second front en Europe. Staline, qui comprend vite – Churchill en fait la remarque et en conçoit une grande estime pour lui – perçoit cette arrière-pensée, et avertit son allié lors de sa première visite à Moscou, le 10 août 1942 : « *Stalin observed that from our long talk it seemed that all we were going to do was no 'Sledgehammer'* [débarquement limité dans le Cotentin avec constitution d'une poche de résistance locale] , *no 'Round up'* [débarquement à travers la Manche avec ouverture d'un second front] , *and pay our way by*

bombing Germany » . Il est difficile de savoir si les soupçons de Staline quant aux intentions ultimes de Churchill étaient justifiés. Il est certain qu'un débarquement sur les côtes de la Manche aurait été une folie en 1942 – Dieppe allait le confirmer dès la semaine suivante ! – mais il est impossible de dire quelle était la vision britannique à long terme à ce stade de la guerre. Elle n'était probablement pas fixée : la doctrine churchillienne veut d'ailleurs que la stratégie soit opportuniste, toujours susceptible d'inflexions. Quel était, dans l'absolu, le degré de désirabilité d'un débarquement en France pour les Anglais ? Il est probable que cette perspective faisait tout simplement peur. C'est l'opinion générale, pas si différente de l'opinion française qui conduisit à Munich, et qui rend Churchill si compréhensif envers les Français : plus jamais une autre bataille de la Somme ! Mais tout à la fin de la Seconde Guerre mondiale, une entrée rapide en Europe centrale est tout à fait nécessaire au contraire pour contenir l'Armée rouge, et elle est devenue supportable. Entre ces deux moments, 1942 et 1944, il est difficile de savoir avec certitude tout ce qui a pu se passer dans la tête de Churchill. Dans ses mémoires il affirme ne jamais avoir cessé de penser à l'ouverture d'un second front : il tient à affirmer sa loyauté en tant qu'allié de Staline, et une telle affirmation mérite d'être considérée comme sincère lorsqu'elle est faite, et même martelée, en 1951. Churchill présente tous les délais intervenus – on parle de débarquement en France dès 1941 pour 1942 – comme découlant de circonstances adverses : échec en Grèce, résistance de Rommel en Afrique, et aussi de préalables à remplir : nécessité de concevoir et de tester les techniques nouvelles et les matériels nouveaux à mettre en oeuvre – le débarquement de Normandie, par toute la technologie qu'il déploie, les inventions dont il s'entoure, anticipe sur les structures rendues nécessaires et habituelles avec le programme Apollo et la conquête de la

Lune en matière de planification scientifique et industrielle intégrée. Il faut aussi mobiliser, entraîner et transporter les troupes, acquérir la maîtrise aérienne et en finir avec la menace sous-marine... En matière de matériel, le grand facteur limitant est le navire de débarquement de chars (Landing Ship Tanks), dont l'on doit déplacer sans cesse les effectifs limités, en comptant à l'unité près : ce qui contraint à échelonner les opérations de débarquement, et les met en concurrence : Sicile, Italie, mer Egée, Provence, Normandie... Tous ces arguments semblent solides, et l'on peut à la rigueur accepter la thèse des *Mémoires* selon laquelle le débarquement sur les côtes de la Manche était prévu de tout temps, fut préparé sans relâche, et eut lieu dès que possible : mais on se demande alors quelle était la rationalité des bombardements de terreur, qui ne faisaient en rien avancer vers cet objectif, tout en mobilisant énormément de moyens. Les dates portent à s'interroger sur une possible duplicité de Churchill vis à vis de son allié soviétique: c'est en novembre 1942, et donc aux alentours de la victoire d'el Alamein, que Portal et Harris vendent à Churchill l'énorme projet de bombardement stratégique qui aboutira à la destruction quasi-totale de Cologne, Hambourg, Berlin, Dresde, etc... avec la perte concomitante de plusieurs dizaines de milliers d'aviateurs. Etant donné le coût, ils le vendent comme une *alternative* à une guerre terrestre en Europe. Si bien que Churchill donne l'impression, par ses décisions, de considérer une guerre terrestre en Europe comme encore évitable, au moment même où le débarquement à travers la Manche devient envisageable, et donc politiquement indispensable en fonction des conditions qu'il a lui même fixées et énoncées devant Staline. Comment comprendre ? Une conception qui habite Churchill découle de l'expérience de 1918 : les Allemands se sont effondrés d'un coup au moment même où, du côté Allié, on ne savait plus sur quelle stratégie se rabattre pour en

finir avec eux. Sans doute Churchill pense-t-il que la stratégie terroriste, même si l'on n'en voit pas les effets, peut finir par porter ses fruits, et que cela peut arriver d'un coup. Il est vrai que Churchill, comparant la guerre à un combat de boxe a toujours été partisan d'utiliser à la fois sa droite et sa gauche, ou au moins de brandir la gauche comme une menace au moment où il frappait de la droite – il doit y avoir quelque chose de britannique dans cette méthode, car c'est aussi celle de Montgomery en Normandie. La conduite de deux stratégies indépendantes, dont chacune est considérée comme potentiellement gagnante, n'est donc pas une conception à exclure venant de sa part. Il devait raisonner en termes de double stratégie, menant la guerre terrestre comme s'il n'y avait pas de campagne aérienne et la campagne aérienne comme s'il n'y avait pas de guerre terrestre, laissant la décision aux chances de la guerre. Et c'est ainsi qu'il pouvait être sincère avec Staline en lui promettant le second front, tout en continuant à espérer que cela n'arriverait pas. La guerre aérienne était un pari, et les opérations terrestres une assurance. Par la suite, l'importance même des moyens investis dans le *Bomber Command* a pu servir de justification pour ne pas réviser la campagne dont il était l'instrument, même si elle était devenue peu cohérente dans la stratégie globale de confrontation terrestre en Europe. Pour comprendre que les bombardements de terreur aient été poursuivis jusqu'au bout, il faut voir aussi qu'absorbant près de la moitié de l'effort de guerre britannique, le *Bomber Command*, et Harris lui-même, étaient devenus des puissances sociales et politiques. Mais il est vrai aussi qu'en dépit de son déni rétrospectif Churchill a sans doute jusqu'au bout espéré que, par quelque miracle, *Overlord* ne serait pas nécessaire : et s'il devait avoir lieu, tout le reste de sa stratégie a pour objectif de faire en sorte que cette opération rencontre le moins de résistance possible. Les forces allemandes que cela

occupe ailleurs qu'en Russie, mais aussi ailleurs qu'en France, est une des justifications que Churchill donne pour chacune des opérations qu'il préconise. En 1944, il va jusqu'à armer Tito – en dépit de son communisme - parce qu'il retient, croit-on à Londres, trente trois divisions dans les Balkans : ce sera un cas unique. Or, faciliter le débarquement de Normandie allait de pair avec faire en sorte qu'il ait lieu le plus tard possible. Alors que sur tous les autres terrains, Churchill est au contraire l'aiguillon de la coalition, on peut soupçonner que, même lorsqu'il s'agissait de revers, il accueillait avec un certain soulagement tous les empêchements qui retardaient la possibilité du débarquement en France. Il le dit explicitement après le récit qu'il fait des difficultés en Afrique, sachant rétrospectivement tout ce qu'il fallut de préparation, d'entraînement, d'expérience, et aussi de chance pour réussir *Overlord* : certains de ces retards évitèrent une grande catastrophe. Alors qu'il aborde les opérations terrestres en Afrique et les débarquements en Italie avec allant, étant toujours en faveur, à Anzio, dans le Dodécanèse, d'une diversion, d'un mouvement tournant, d'un débarquement de plus derrière les lignes ennemies, Churchill redoute la confrontation avec les Allemands sur un front français. L'appréhension est toujours là de voir se renouveler les grandes catastrophes de la Première Guerre mondiale, jusqu'en juin 1944. Il semblerait que cela soit, de façon un peu superstitieuse, le terrain même qui lui inspire de l'horreur. Trop de fantômes. On le perçoit, dans ses mémoires de guerre, à la disposition dans laquelle il aborde le débarquement de Normandie : *«Thought arising from factual experience may be a bridle or a spur. The reader will be aware that while I was always willing to join with the United States in a direct assault across the Channel on the German sea-front on the Channel in France, I was not convinced that this was the only way of winning the war. And I knew that*

it would be a very heavy and hazardous adventure. The fearful price we had to pay in human life and blood for the great offensives of the First World War were graven in my mind.” Telle est fondamentalement la logique, telles sont les préoccupations, les obsessions peut-être, qui firent de la guerre terroriste aérienne l’entreprise portée tout particulièrement par Churchill lui-même. Les *Mémoires* sont seulement biaisées en cela qu’elles passent presque sous silence celle des deux stratégies qui, en dehors de son caractère barbare, s’avéra moins efficace et même passablement ruineuse. Il est sans doute significatif que dans ses mémoires Churchill soit si discret sur cette dimension de la guerre : il doit percevoir que l’application du mémorandum Portal - qu’il ne cite même pas - est à ses propres yeux la plus mauvaise décision qu’il ait jamais prise. Peut-être une décision forcée, à coup sûr un pari perdu. Depuis la Seconde Guerre mondiale, en revanche, on ne trouve plus trace d’un remords, d’un regret ou d’une hésitation à propos des entreprises du même genre : le recours à l’aviation et les bombardements de terreur sont devenus la stratégie réflexe devant toute crise pour des pays techniquement avancés qui veulent prévaloir en s’engageant le moins possible. Mais c’est qu’ils savent quoi demander : que les chefs d’Etats ennemis se démettent et se rendent d’eux-mêmes, la corde au cou, devant les juges du Tribunal international, héritiers du tribunal de Nuremberg.

Le caractère terroriste d’une agression est affaire subjective, et pour cette raison, certaines incertitudes ne peuvent jamais être levées quant à la nature terroriste ou opérationnelle de telle ou telle action militaire, d’autant qu’il est souvent dans l’intérêt des acteurs tant de nier la dimension terroriste de leurs actes que de nier avoir cédé à un chantage terroriste. Pour des raisons que nous examinerons plus loin, on ne saura jamais avec

certitude si Dresde, Hiroshima, Nagasaki, furent des entreprises terroristes ou bien encore autre chose.

La guerre des villes entre Allemands et Britanniques est un exemple clair de terrorisme. Du côté Allemand, la bataille d'Angleterre, puis le Blitz, habituellement présentés comme préparatoires à un débarquement, étaient habités par des arrière-pensées politiques. Hitler, qui n'avait pas vraiment envie de continuer à en découdre avec les Anglais après les avoir chassés d'Europe continentale, et qui n'a jamais poursuivi que très mollement le projet d'aller les défier sur leur propre territoire, espérait surtout les inciter à négocier un nouvel ordre mondial. Les bombes volantes, par la suite, furent explicitement nommées '*armes de représailles*', ce qui les désigne comme des outils politiques. Dans le contexte des bombardements subis par l'Allemagne et dans la perspective d'un second front en Europe, il s'agissait de dissuader plutôt que d'empêcher.

Du côté anglais, les missions de l'aviation de bombardement ne font tout d'abord que répondre, du tac au tac, aux bombardements allemands, quoique sur une échelle plus réduite. L'Angleterre est sur la défensive, et ses représailles ont clairement la nature d'un message politique : '*nous ne nous laisserons pas intimider. Nous rendrons coup pour coup.*' Cette motivation n'est toutefois pas exclusive. Dans la phase la plus dure de la bataille d'Angleterre, il s'agit aussi de détourner la Luftwaffe de son objectif principal qui est de détruire les installations de la chasse anglaise, à un moment - la fin de l'été 1940- où elle est à la limite de l'anéantissement. Comme ceci est un enjeu crucial en termes de pure capacité militaire, on doit considérer que les premières opérations du Bomber Command sur l'Allemagne ne sont pas principalement des actions terroristes, mais des provocations, ce qui est encore autre chose.

La provocation, qui peut revêtir la même forme extérieure qu'une action à visée terroriste, ne vise pas à intimider l'ennemi mais au contraire à l'inciter à aller dans la violence au-delà de ce qu'il aurait voulu : ce qui est une façon parmi d'autres de lui faire perdre le contrôle de la situation que lui donne en principe sa supériorité matérielle. C'est typiquement le sens des premières actions de la résistance communiste à Paris en août 1941. Si l'on suit les débats qui à l'intérieur du Parti communiste français entourèrent alors l'attentat du métro Barbès, on constate que l'on a affaire à un acte politique mûrement réfléchi, mais qui ne vise pas principalement à faire peur à l'ennemi. Il s'agit d'une déclaration de guerre. Le seul objectif réaliste d'une action aussi limitée, et qui fut atteint, était de provoquer un choc, et aussi de déclencher une réaction Allemande, qui feraient rentrer la population française dans un esprit de guerre qu'elle avait perdu.

Les retombées de cette action et des autres du même genre qui firent suite, dont, de façon retentissante, l'opération de Nantes qui donna lieu aux représailles de Châteaubriant, furent au même moment décrites en détail dans leurs effets de problème politique posé à l'occupant par un témoin très bien placé : l'écrivain Ernst Jünger, auteur d'un mémoire commandé par son chef, Otto von Stülpnagel, commandant des troupes d'occupation allemandes à Paris sur la question du 'terrorisme' communiste et de sa répression par les fusillades d'otages. La phrase clé du moment dans les milieux occupants est l'expression d'un souci : *il ne faut pas que la répression dépasse ses objectifs.*

Les provocations visent à déclencher des réactions de l'ennemi qui entraîneront elles-mêmes des effets qui lui seront au bout du compte défavorables. On pense par exemple à l'entrée d'un neutre ou de divers vengeurs dans la guerre. Au basculement d'une opinion publique. Il peut

aussi y avoir l'adoption par la partie provoquée d'une ligne stratégique nouvelle et moins efficace que celle poursuivie jusque là, même si elle semble plus violente et radicale. Les Britanniques usèrent ainsi de la provocation à la fin de la Bataille d'Angleterre, en procédant à un bombardement tout à fait symbolique de Berlin pour attirer les coups de l'ennemi sur une cible moins sensible que leurs propres forces aériennes : Londres, en septembre 1940, était par cette provocation devenue un leurre offert à la tentation de Goering comme cible de substitution à la place des aérodromes militaires au bord de la mise hors de combat.

Churchill, dans ses mémoires, minimise son propre mérite : il présente en effet les louvoiements stratégiques de Goering comme spontanés, alors que les historiens comme Overy expliquent bien que c'est le *Bomber Command* qui a sauvé la mise au *Fighter Command* à la fin de la Bataille d'Angleterre par ses bombardements sur Berlin. Mais peut-être Churchill ne veut-il pas apparaître comme l'homme qui, du côté allié, a initié, promu et constamment mis en avant la stratégie anti-cités : ce qu'il est pourtant sans aucun doute possible. Quant à l'utilisation de leures avec offre de victimes de substitution par les Britanniques, on en trouve d'autres exemples, quoiqu'ils ne soient jamais assumés comme tels : ainsi, lors de l'opération *Torch*, les sous-marins allemands furent-ils détournés du rail de navigation des transports de troupes venant des Etats-Unis par un convoi à vide retournant en Amérique du Sud, et qui perdit treize navires. Churchill présente le fait comme une heureuse coïncidence : « *In the circumstances, this could be borne* », écrit-il ... La marque du grand chef de guerre est qu'il sait faire les sacrifices nécessaires : que Churchill ait été un chef de cette sorte explique que ses jugements sur Staline ne ressemblent pas aux jérémiades hypocrites qui sont devenues de mise une fois la paix et la sécurité revenues. En Staline, Churchill avait immédiatement reconnu un

chef qui pensait la guerre comme lui, et sur qui il pouvait compter comme allié. L'estime était d'ailleurs réciproque.

Avec le premier bombardement britannique sur Berlin du 27 août 1940, nous avons affaire à une ruse, et donc encore une action psychologique, mais ne reposant pas véritablement sur la terreur. La plupart des Berlinoises n'eurent vent de l'opération qu'en lisant les journaux ou en entendant les vociférations de Goebbels. Pour la suite, en revanche, la dimension terroriste des bombardements stratégiques anglais est devenue explicite, Churchill affirmant sa résolution de dévaster l'Allemagne jusqu'à la victoire totale avec en tête au moins parmi d'autres un objectif de démoralisation de l'ennemi : et ceci le faisait entrer dans une démarche terroriste, même si le triple statut d'agressé, de nation amie et alliée, et de vainqueur interdit normalement à un Français d'user de termes aussi déplaisants à propos de la Grande-Bretagne.

Il est possible cependant que la frontière, ou plutôt la zone grise entre terrorisme et non-terrorisme soit objectivement traversée au cours du temps dans le déroulement d'une même campagne : et ceci notamment du fait que l'effet sur la victime fait partie de la définition. A travers leur équation psychologique, la population et le gouvernement ciblés contribuent involontairement à fixer le type et le niveau de l'action qui aura un effet de cette nature. Une simple menace ou un coup de semonce peuvent avoir un effet terroriste déterminant : ainsi lorsqu'on vit une prise d'otages américains à Téhéran suffire à modifier la politique des Etats-Unis et, à terme, aboutir à chasser le président Carter du pouvoir. Ainsi, à nouveau, avec un gouvernement espagnol qui s'était voulu complaisant envers son protecteur américain, mais en réalité peu motivé pour l'engagement sur le terrain international, au moment de la seconde guerre du Golfe. A

L'inverse, l'expérience, l'organisation ou le fanatisme patriotique de la cible peuvent dégrader un assaut de grande ampleur et qu'on aurait pu croire intolérable en action de guerre simple : ainsi avec le *'carpet bombing'* britannique de la seconde guerre mondiale, qui ne fit que renforcer la cohésion de la société allemande autour des tyrans nazis. L'entreprise terroriste se dégrade alors en opération de destruction ordinaire, dont le rendement peut ne pas être très bon si les cibles ne sont pas essentielles à l'effort de guerre. On peut arguer, encore que les historiens militaires ne se soient pas préoccupés d'en administrer la preuve par le calcul, que les moyens aériens engagés par l'Angleterre pour les raids de terreur, à quantité égale, auraient nui davantage à la résistance de l'empire nazi s'ils avaient ciblé les usines davantage que les populations, et davantage encore s'ils avaient ciblé les forces, en particulier dans la lutte contre les sous-marins.

La seconde guerre mondiale, où tous les moyens possibles furent employés, montre un différentiel d'efficacité dans quelques cas précis. Ainsi, si l'on prend l'usage que les Britanniques firent du bombardier stratégique, les chiffres et la chronologie montrent que la plus grande efficacité se rencontra dans l'usage purement militaire : Churchill lui-même signale que la guerre sous-marine fut finalement gagnée par ce moyen. Quelques bombardiers intelligemment utilisés furent finalement la clé du débarquement de Normandie. En second rang vient l'usage stratégique non terroriste : c'est probablement la destruction par les bombardements de précision américains des installations pétrolières encore aux mains des Allemands en 1944 (singulièrement les pétroles roumains de Ploiesti) qui, à elle seule, a provoqué l'effondrement final du Reich. L'usage terroriste, quant à lui, n'a eu aucun effet perceptible sur le cours de la guerre, si ce

n'est en faveur du pouvoir nazi. Mais Churchill refusa toujours de l'admettre.

S'agissant d'induire un état psychologique extrême, l'action terroriste joue sur l'effet de surprise. Elle suppose donc le franchissement constant de nouveaux seuils de violence. Après un an de Blitz, les bombardements quotidiens sur Londres n'étaient plus un facteur politique. De même, la guerre aérienne anglo-américaine, d'essence terroriste au départ, s'est changée en simple guerre d'usure à mesure que la population allemande s'y accoutumait. Après quatre ans de bombardements intensifs, les Allemands s'étaient habitués à vivre dans les bois. Des nuits passées sous les bombes il ne découlait, parmi les survivants aucune résolution nette pour le lendemain matin : ni donc aucun effet politique, aucune pression sur le pouvoir, aucune décision de sa part qui puisse hâter la fin de la guerre.

Si les terroristes étaient suffisamment imaginatifs, ils ne répéteraient jamais deux fois la même action, car l'effet de terreur d'une violence s'émousse avec la répétition. Dans le cas des Stukas, l'effet de dislocation sur les troupes françaises, anglaises, belges et polonaises fut généralement spectaculaire au premier abord. Sur une troupe aguerrie, il n'existait plus du tout. Ceci vaut même pour les moyens les plus radicaux. Aucune conséquence militaire ou politique décisive n'a découlé de la destruction de Dresde en février 1945 car on était entré dans la routine d'une pratique que l'on ne voulait pas réviser d'un côté, et à laquelle on s'était habitué de l'autre. Le meurtre de masse était resté mais l'effet terroriste s'était évaporé. A l'inverse, les deux bombes nucléaires d'Hiroshima et de Nagasaki, moins meurtrières que bien des bombardements conventionnels, eurent un effet politique. Cet effet ne concernait pas le gouvernement japonais, déjà décidé à la capitulation, mais les autres gouvernements, et en particulier le Soviétique. En franchissant un seuil qualitatif, les bombes

de Hiroshima et Nagasaki avaient ouvert tout un avenir de terreur, et il fallait en tenir compte. Hiroshima et Nagasaki étaient une façon de parler aux Soviétiques : c'est dans cette mesure qu'ils étaient de nature terroriste, et les dividendes de cet acte furent touchés par les Etats-Unis, par exemple, lors de la crise des missiles de 1962, où l'on vit le soviétique Khrouchtchev renoncer à forcer le blocus américain et à armer Cuba sans qu'ils n'aient à tirer un coup de feu : il savait à qui il avait affaire et l'expérience du passé lui enseignait qu'il fallait prendre la menace au sérieux.

Par ailleurs, les deux massacres perpétrés au Japon étaient surtout deux expériences scientifiques pour deux types de bombes à essayer.

L'étude du concept de terrorisme nous a conduit assez loin de ses utilisations habituelles : il est bien rare que l'on taxe Churchill de terrorisme, ni d'ailleurs ses homologues non démocratiques comme Hitler ou Franco, car la propagande des états voit en eux des chefs d'États, malgré tout, que l'on veut bien dépeindre en dictateurs, et même en tyrans, en déments et en criminels, mais à qui on ne veut pas associer la notion de terrorisme. Pour la propagande des états, l'idée d'un *terrorisme d'État* doit rester une incongruité.

Parce qu'elles tombent dans un vide du dogme, les exactions post-soviétiques dans le Caucase jouissent d'un statut intermédiaire dans l'idéologie occidentale : ni terrorisme, ni anti-terrorisme de plein droit. Dans la guerre de Tchéchénie, l'agresseur aussi bien que les victimes étant du genre qui fait peur aux démocrates, les démocrates sont enclins à une neutralité satisfaite en les voyant régler leurs comptes entre eux : mais ceci n'est que l'humeur du premier moment. A la réflexion, nous sentons une grande gêne : car si d'un côté, nous comprenons la façon dont Poutine traite les Tchétchènes, puisque c'est la façon dont nous traitons nous aussi

les gens de la sorte, nous sommes en même temps un peu réticents à accorder à un individu pareil le droit de nous imiter. En les trouvant assez bons pour lui-même, ne risque-t-il pas de discréditer les moyens usuels de l'action anti-terroriste à l'occidentale ?

Il ne faut pas, surtout dans les démocraties, mentionner un terrorisme étatique. Ce furent donc seulement les fascistes eux-mêmes qui remirent le terme de *terrorisme* à la mode pendant les années noires, pour en gratifier tous leurs ennemis à la fois. Hitler dénonçait en Allemagne le terrorisme anglo-américain du bandit Churchill et du Juif Roosevelt, et Philippe Henriot en France, en même temps que celui des maquisards.

Le terrorisme n'est certes pas le seul fait des Etats, et il ne se déploie pas nécessairement à grande échelle. Etant de l'ordre des moyens, il peut aussi bien servir les bonnes causes que les mauvaises. Tel est le paradoxe, à dénouer, du terme '*terroriste*' qu'il peut avec exactitude s'appliquer à la fois au tyran et au tyrannicide, quoique les méchants étant généralement moins impressionnables que les braves gens, ils ont d'habitude un avantage dans l'effet en plus de la priorité dans le recours. Le terrorisme étant un moyen de la guerre, il est en réalité aussi apolitique que tous les autres moyens, et quiconque se sent acculé peut être tenté de s'en emparer.

Etant un démultiplicateur de force, le terrorisme est une tentation compréhensible des faibles contre les forts, des petits groupes contre les grands. Mais là aussi prévaut l'incertitude des résultats. Tuer un chef d'Etat peut venger des exactions passées ou avertir que certaines limites ont été franchies. Le résultat peut être une répression, une révolution, une guerre, ou bien un simple renouvellement des cadres finalement utile à l'ennemi.

Lorsqu'il est une action du faible contre le fort, ce que l'on appelle terrorisme n'a souvent aucun espoir de dissuasion. Il a plus souvent un

effet de provocation. C'est donc, au second degré, sur la psychologie d'alliés potentiels qu'il s'agit d'opérer. La plupart des actions de la Résistance anti-allemande en France étaient en réalité des actions de sabotage ou de renseignement, ou bien encore de l'aide logistique et donc des actions militaires ordinaires conduites par des moyens irréguliers, mais celles qui furent avec le plus d'insistance dites '*terroristes*', au moins par l'ennemi, essentiellement les attentats individuels exécutés par le Parti communiste, relevaient tantôt de la lutte idéologique contre les traîtres de la Collaboration et tantôt de la provocation vis à vis des Allemands : mais aucune ne produisit ni démoralisation ni inflexion de la stratégie générale de l'ennemi. Elles représentaient surtout pour lui un problème d'ordre politique. Les choses étaient différentes à l'Est, où les nazis étaient confrontés à de la guérilla organisée à grande échelle.

Le terrorisme d'Etat conduit par des moyens militaires est le plus purement terroriste parce qu'il laisse de côté aussi bien les forces armées que les installations industrielles et le personnel dirigeant ennemi, pour s'en prendre à la population ordinaire. Le choix de la cible la plus facile et la plus susceptible de provoquer la compassion est une caractéristique constante de l'action terroriste. Le terroriste mise sur les capacités compassionnelles supérieures de l'adversaire : à ce titre, il s'agit d'un moyen fondamentalement faible, et qui d'habitude échoue alors même que ses effets apparents sont considérables. Le terrorisme est en réalité un défi à la logique, car, arme psychologique et cousin de la propagande, il ne peut pas réussir sans risquer de démontrer la supériorité morale de l'ennemi.

Aujourd'hui, tous les Etats sont des Etats terroristes. Naturellement, ils le nient. Les manoeuvres idéologiques qui ont lieu autour du terme de '*terroriste*' sont diverses et anciennes, et la principale aujourd'hui c'est le

déni de la nature terroriste de la guerre lorsqu'elle est le fait des Etats organisés : et ceci d'autant plus s'il s'agit de démocraties. On oppose d'ailleurs terrorisme et démocratie comme deux réalités incompatibles : opposition sophistiquée puisque les deux termes ne sont pas de même niveau. Bien sûr un *'terroriste'* ne saurait avoir raison contre un *'démocrate'* si l'un se voit juger d'après ses moyens et l'autre d'après ses fins. Le terrorisme est un moyen. La démocratie est un système de gouvernement : et il reste à démontrer que la démocratie comme système serait incompatible avec le terrorisme comme moyen de sa politique. Or si l'on peut y croire s'agissant de la pratique de gouvernement interne, l'histoire démontre plutôt le contraire dès que l'on considère la pratique inter-étatique. En pratique, les démocraties aussi bien que les dictatures s'adonnent à la guerre : et dans la guerre il arrive aux unes comme aux autres d'user de moyens terroristes.

Un représentant de la droite américaine défend la rationalité de la guerre du Vietnam selon la logique suivante : *'Les Etats-Unis ont gagné la guerre du Vietnam. Ils l'ont gagnée parce que, même si l'Occident a dû abandonner le Vietnam aux communistes, il l'a fait après leur avoir infligé un tel niveau de pertes que jamais plus par la suite une guérilla communiste n'a osé se lancer dans une opération de conquête d'une telle ampleur.'* Autrement dit, l'échec stratégique immédiat se doublerait d'une réussite politique. La guerre perdue au Vietnam est réinterprétée comme une immense opération terroriste, réussie en tant que telle. Evidemment, un réactionnaire américain est mal outillé intellectuellement pour mesurer ce que les Etats-Unis ont perdu en prestige et en capacité de mobilisation internationales avec des victoires ainsi acquises. Cela se vit lors d'un certain vote à l'ONU en préalable à la seconde guerre du Golfe : mais le même raisonnement est pourtant tenu à propos de la destruction de l'Irak,

les pro-américains soulignant que depuis les deux guerres du Golfe on n'a plus vu de dictateurs envahir les pays voisins. En revanche, en dépit des jérémiades hypocrites des pro-américains sur la prétendue ‘catastrophe irakienne’, le ‘*bourbier irakien*’, la regrettable impossibilité de ‘*construire une démocratie*’ en Irak, la destruction de ce pays dont la seule existence faisait obstacle à la domination sans partage des intérêts anglo-américains dans la région, la campagne contre l’Irak fut, du point de vue américain, un succès strictement militaire.

A propos du terrorisme, une batterie de questions de fond s'enchaînent en cascade. La première question est la suivante : le terrorisme est-il ou non une réalité purement moderne, ou bien est-il de tous les temps ? Dans le premier cas, est-il le produit d'un déterminisme ? Si oui, ce déterminisme est-il politique ? Ou bien, pour prendre une formulation plus frappante : le terrorisme est-il une façon de faire la politique ? Est-il la forme moderne de la politique ? La troisième grande question serait alors la suivante : le déterminisme politique est-il le niveau ultime d'analyse, ou bien la politique est-elle elle-même déterminée par un niveau plus fondamental, qui pourrait être en particulier l'état des techniques ? Examiner ces questions revient à étudier les rapports entre modernité, terrorisme et totalitarisme.

Sont terroristes les moyens qui visent à obtenir un effet principalement à travers la peur qu'ils inspirent : c'est à dire ceux dont le caractère effrayant n'est pas seulement accessoire et collatéral. Dans l'idéal, ces moyens peuvent donc fonctionner de par leur seule existence. C'est sous cette forme principalement que de nombreux Etats aujourd'hui, démocratiques ou non, sont des Etats terroristes. Il faut parler ici de la dissuasion nucléaire : ce terrorisme en temps de paix que nous connaissons aujourd'hui est le plus important de tous, puisqu'il s'agit d'une menace globale, menaçant ni plus

ni moins que la survie de l'humanité dans son ensemble. Or de nombreux Etats aujourd'hui développent des armes dont la doctrine d'emploi est la dissuasion. C'est à dire que ces armes ne valent pas en tant qu'elles permettent de remporter des batailles, ni même de détruire la substance vitale de l'ennemi, mais en tant qu'elles sont susceptibles d'exercer une action psychologique. Tel est le point central : celui qui permet de rassembler sous un même concept l'attentat anarchiste individuel et les sous-marins qui, tapis sous les mers, promettent l'apocalypse à tout ennemi éventuel. L'acte terroriste est celui qui, au-delà de son effet immédiat, constitue en même temps une menace. Le terroriste ne se contente pas de tuer : l'essentiel pour lui est qu'il promet de recommencer. Il veut gagner la guerre en convainquant, par le moyen de la peur qu'il inspire, son ennemi de renoncer à la lutte. La violence qu'il exerce vaut surtout, dans son esprit, comme échantillon d'une violence ultérieure et supérieure. Dans le cas de la dissuasion nucléaire moderne, aucune violence effective n'est plus nécessaire après Hiroshima : il suffit qu'aucun doute n'existe quant à son caractère dirimant et quant à sa possibilité effective.

Ainsi comprise, la terreur démultiplie la force d'un moyen de violence par le choix d'une cible facile ou sensible. Elle frappe l'imagination, induisant un affaiblissement de l'ennemi qui dépasse de beaucoup les destructions effectives. Elle permet d'obtenir par la menace des concessions qu'il serait beaucoup plus coûteux, et peut-être impossible, d'arracher de vive force. La terreur est un levier. En raison de cela, il a semblé d'abord que le terrorisme serait l'arme du faible ou du fou : de celui qui ne peut espérer l'emporter ni par la persuasion, ni par le poids du nombre. Il est exact que le terme a d'abord recouvert des exécutions d'adversaires politiques conduites par des groupes minoritaires ou des individus isolés : et il semble logique de penser qu'une collectivité démocratique, c'est à dire dans

laquelle prévaut la volonté majoritaire, devrait être protégée, sinon de la subir, au moins de la pratiquer. Mais ceci ne vaut qu'en politique intérieure.

Tout le monde voit bien qu'en dépit de son caractère de représailles et de point final, Hiroshima n'est pas essentiellement différent des bombardements de Guernika, de Varsovie ou de Rotterdam par les forces fascistes au début de la crise des années quarante, dans la mesure où ils avaient essentiellement pour objectif de démoraliser l'adversaire. Ceci montre que les régimes totalitaires peuvent bien avoir beaucoup de différences avec les démocraties, mais l'acceptation de la peur comme moyen de la domination fait partie des ressemblances plutôt que des différences. Lorsque la terreur devient un moyen de la politique étrangère, il n'y a aucune raison logique pour qu'un Etat, du simple fait qu'il est démocratiquement organisé, la refuse comme moyen. Et l'expérience démontre ce que la logique prévoit : dans la seconde guerre mondiale, les plus illustres et les plus purs exemples de terrorisme furent perpétrés par les deux puissances qui menaient le combat de la démocratie. Faire remarquer qu'il s'agissait d'une guerre juste, dans laquelle des pays agressés jouaient leur survie revient à admettre non pas que le terrorisme n'est pas le terrorisme, mais qu'il n'est pas nécessairement la marque des causes injustes.

Le terrorisme en réalité est de tous les temps. Il n'est pas tant un moyen violent de la politique qu'un moyen politique de la guerre. Il s'invite dans la lutte politique lorsque celle-ci dégénère en guerre civile, et dans la guerre internationale systématiquement. Dans leurs guerres, les pays dits démocratiques ne sont pas moins brutaux, mais savent faire porter leur violence sur des points qui ne font pas polémique, ou dont ils savent gérer les retombées en matière d'image. Pour le dire d'un seul exemple

frappant : Hiroshima n'est pas réputé une action terroriste, alors que la destruction des deux immeubles du *World Trade Center* en est devenu le symbole même. Tels sont les charmes de la propagande. En réalité, le '*totalitarisme*' n'existe pas davantage que la '*démocratie*', sinon en tant que concept plus ou moins propre à formuler des analyses plus ou moins honnêtes et éclairantes. En réalité, ce ne sont jamais le *totalitarisme* ni la *démocratie* qui conduisent des guerres, et quant à la situation mondiale depuis à peu près un siècle, la situation est celle d'un état de guerre civile mondiale prolongée tout au long duquel la terreur est un moyen d'une '*politique*' internationale qui n'en est pas une parce qu'elle est fondée sur la violence et l'intimidation et non plus sur le débat, le compromis et le consentement. Les moyens matériels qui caractérisent la modernité créent la possibilité et donnent sa figure au pouvoir terroriste d'aujourd'hui. Parce que l'état des techniques s'impose à tous, une même figure est, en tendance, la figure obligatoire de tout pouvoir à une même époque. Ce que l'on appelle '*totalitarisme*', n'est qu'une forme du seul pouvoir possible aujourd'hui, mais qui fait l'objet d'un déni de ressemblance de la part des gouvernants qui se disent démocratiques. Ce déni est rendu possible par la rudesse ancestrale de la gouvernance africaine ou asiatique : ces particularités exotiques peuvent se traduire par des conséquences humaines considérables, mais sans signification profonde. Le totalitarisme est notre état politique tendanciel à tous et la terreur en est un instrument militaire de premier rang.

Août 2021